

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3484 - LUNDI 6 MAI 2019

PROGRAMME D'URGENCE DES CENT PREMIERS JOURS

Félix Tshisekedi à l'heure du pré-bilan



Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo

Le programme d'urgence des cent premiers jours du président de la République, annoncé lors de son investiture, est arrivé à terme, mais les résultats ne sont, pour l'heure, pas à la hauteur des attentes des Congolais, surtout en matière de lutte contre la corruption et l'insécurité à l'est du pays. Toutefois, plusieurs actes sont posés qui per-

mettent d'entrevoir l'avenir avec optimisme. Sur le plan des infrastructures, par exemple, l'on a constaté depuis quelques mois d'intenses activités sur les chantiers de réhabilitation des routes tant à Kinshasa que dans l'arrière-pays. Une façon de dire que c'est à l'épreuve de l'évaluation de ses grands chantiers que le successeur de Joseph Kabila sera jugé. **Page 2**

HYDROCARBURES

La baisse de prix attendue sera sans impact social



Un pompiste à l'oeuvre dans une station-service

Les avis restent toujours partagés après l'annonce, le 24 avril dernier, d'une baisse prochaine de l'ordre de cinquante francs congolais (FC) du prix du carburant à la pompe. Cette option ne saurait cependant soulager le maigre pouvoir d'achat des automobilistes et des usagers du transport en commun, pour la simple raison qu'elle ne produi-

rait aucun effet d'entraînement social. A contrario, les transporteurs penchent plutôt sur une baisse de l'ordre de 1500 FC pour influencer, dans le sens voulu, la tarification du transport en commun. Du côté du gouvernement, il y a eu une volonté affichée « de soulager le pouvoir d'achat et de baisser le prix de la course ». **Page 3**

ÉPIDÉMIE D'EBOLA

Le seuil de mille décès bientôt atteint



Un centre d'isolement des malades d'Ebola à Mangina

Le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, ne cesse de multiplier des efforts pour mettre fin à la dixième épidémie de la maladie à virus d'Ebola qui sévit depuis dix mois dans les provinces du

Nord-Kivu et de l'Ituri. Mais le risque de propagation demeure à cause des mouvements de la population et de l'insécurité qui empêchent les équipes de terrain de travailler dans un bon climat. Les données du ministère de

la Santé, en date du 2 mai, renseignent que neuf cent quatre-vingt-quatorze décès ont été enregistrés dont neuf cent vingt-huit confirmés et soixante six probables. **Page 4**

COMBAT CONTRE LA STIGMATISATION DES MINORITÉS

Des jeunes salutistes et catholiques sensibilisés à l'albinisme

L'attention sur les albinos a été attirée par le catcheur albinos Mwimba Texas, invité à la conférence-débat organisée par les Dominicains de la République démocratique du Congo (RDC), et lors de sa participation à la Journée de la jeunesse de l'Armée du salut.

Tenue sur le thème « Plaidoyer pour la fin du péroquetisme en RDC », la conférence-débat, animée par le frère Justin Adriko Mundua, ancien provincial des Dominicains de la RDC, actuellement en



Mwimba Texas/Adiac

mission en Belgique, avait une orientation aussi philosophique que théologique. **Page 4**

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Les cent premiers jours de Félix Tshisekedi passés au crible

Beaucoup attendent avec impatience la réalisation des promesses faites par le chef de l'Etat lors de son investiture, le 24 janvier dernier. Toutefois, selon de nombreux Congolais, les premiers gestes posés sont rassurants.

La gouvernance de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, au terme de ses cent premiers jours, est pour l'heure sujette aux critiques. Le moment de l'évaluation a sonné. Le programme d'urgence qu'il a mis sur pied et qui brasse presque tous les secteurs de la vie nationale dont il veut donner un coup de fraîcheur, est en train d'être passé au peigne fin.

En attendant que le chef de l'Etat ne s'explique lui-même sur les avancées enregistrées et sur les difficultés rencontrées dans la matérialisation de ce programme, les actions initiées sont porteuses d'espoirs et permettent d'entrevoir l'avenir avec optimisme.

Il est à noter cependant que ce programme, qui n'est qu'un avant-goût de l'action quinquennale de Félix Tshisekedi, donne un aperçu de son ambition à changer le cours des choses et à remettre le pays sur les bons rails. Route, santé, éducation, habitat, énergie, transport, agriculture, pêche et élevage, tout est pris en compte dans ce programme fait de tableaux avec des données chiffrées et sources de financements indiquant les liquidités disponibles et celles à pourvoir pour chaque type d'activités retenu en mode d'urgence.

Des travaux de réfection des routes qui s'observent tant à Kinshasa que dans l'arrière-pays sont une preuve éloquente de l'effectivité de ce programme. A cela s'ajoutent les progrès réalisés dans la lutte contre l'épidémie de la maladie à virus Ebola, sans oublier la libération des prisonniers politiques et le début d'ouverture de l'espace public. Sur le plan sécuritaire, l'on note le retour graduel de la sécurité, notamment dans le Maï-Ndombe et le Nord-Kivu. A l'est du pays particulière-



Félix Tshisekedi

ment, Félix Tshisekedi aura été au-devant de la scène en se déplaçant pour le Nord-Kivu et le Katanga où il a présidé des réunions des conseils provinciaux de sécurité, axées sur l'évaluation de la situation sécuritaire dans ces coins du pays. D'importantes décisions ont été prises mais peinent encore dans leur application.

Des succès au plan diplomatique

Parmi ses grandes promesses de campagne, Félix Tshisekedi avait, entre autres, envisagé de déplacer l'état-major de l'armée à Beni, une ville meurtrie par des massacres en série commis par des groupes armés. Jusqu'à ce jour, cette promesse n'a jamais été suivie d'effet, encore moins celle relative au relèvement des militaires en poste depuis trop longtemps dans le Nord-Kivu, ni celle concernant la poursuite des officiers ou hommes politiques qui auraient des liens avec les groupes armés.

C'est au plan diplomatique que Félix Tshisekedi peut se targuer d'avoir tiré son épingle du jeu, lui qui a été sur tous les fronts diplomatiques pour asseoir sa légitimité extérieure. Il a multiplié les déplacements dans les pays limitrophes : Angola, Ouganda, Rwanda et Congo Brazzaville pour sceller les liens de bon voisinage, question de se rassurer d'une sécurisation mutuelle avec ses homologues concernés. Des pays dont il sait qu'ils peuvent toujours être des alliés précieux durant son mandat au plan sécuritaire. Son voyage aux Etats-Unis aura été celui qui a marqué ses cent premiers jours au regard des retombées engrangées au plan économique. Félix Tshisekedi est allé vendre l'image de la RDC auprès des investisseurs potentiels aux Etats-Unis dont plusieurs ont manifesté un intérêt à venir s'y installer. Un des faits marquants de cette visite aura été la reprise du partenariat entre le Fonds monétaire

international et la République démocratique du Congo, à l'arrêt depuis 2012 à cause de l'opacité observée dans la gestion des ressources naturelles.

Une marge de manoeuvre réduite dans la gouvernance du pays

Les cent premiers jours de Félix Tshisekedi à la tête du pays auront aussi été marqués par la maîtrise des effets pervers d'une coalition Front commun pour le Congo (FCC) et le Cap pour le changement (Cach) mal vécus. Bien qu'en coalition, il reste que le FCC conserve une large mainmise sur le Sénat, l'Assemblée nationale, les assemblées provinciales et l'essentiel des gouvernorats, créant ainsi un déséquilibre que dénonce Cach sans être en mesure d'inverser la tendance. Obligé à partager le pouvoir avec Joseph Kabila dans le cadre de cette coalition, il est clair que Félix Tshisekedi a une marge de manoeuvre assez réduite pour imposer véritablement sa marque en tant que magistrat suprême du pays. Il fait avec, forcé de jouer à l'équilibriste dans une relation d'intérêt où il sait qu'il n'a pas toutes les cartes à sa disposition. Avec tact et prévoyance, il avance à petit trot, tout en essayant d'occuper le terrain laissé vacant par « l'absence de Premier ministre et de gouvernement ».

C'est ici le lieu de reconnaître le travail abattu par la présidence de la République, devenue l'épicentre de la gouvernance politique et économique, en l'absence d'un gouvernement responsable. Toutes les grandes décisions ayant touché notamment la suspension de certains comités de gestion dans quelques entreprises publiques sont venues de la présidence qui aura joué un rôle capital dans le recouvrement de la paix sociale. Il est temps que cette situation cesse et qu'un Premier ministre soit nommé, avec un gouvernement responsable pour prendre les rênes du pays, au risque d'affronter les frustrations de la population dont la patience a atteint ses limites.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé
Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

HYDROCARBURES

La baisse de prix attendue sera sans impact social

L'option de réduire de cinquante francs congolais (FC) le prix du litre à la pompe ne saurait soulager le maigre pouvoir d'achat des automobilistes et des usagers du transport en commun, pour la simple raison qu'elle ne produirait aucun effet d'entraînement social. A contrario, les transporteurs penchent plutôt sur une baisse de l'ordre de 1 500 FC pour influencer dans le sens voulu la tarification du transport en commun.

Les avis restent toujours partagés après l'annonce, le 24 avril dernier, d'une baisse prochaine de l'ordre de 50 FC du prix du carburant à la pompe. Du côté du gouvernement de la République, il y a eu une volonté affichée « de soulager le pouvoir d'achat et de baisser le prix de la course ». Cela entraine également dans le cadre du volet social du programme d'urgence de cent jours du chef de l'Etat, Antoine-Félix Tshisekedi Tshilombo. Une opération qui ne constitue qu'un simple effet d'annonce car les pétroliers distributeurs ont adhéré effectivement à l'initiative gouvernementale, moyennant bien entendu des mécanismes de compensation comme la suspension prochaine de la taxe de pollution. Pour la petite histoire, le 22 avril, soit deux jours plus tôt, il y avait eu l'adoption d'une nouvelle structure des prix par les représentants du gouvernement (les ministères de l'Economie, des Finances et des Hydrocarbures), la Banque centrale du

Congo (BCC) et les pétroliers. Au cours de la réunion du 24 avril présidée par le ministre du Plan, Modeste Bahati Lukwebo, l'option semblait bien retenue et son application effective au bout d'une semaine. Une décision qui semble, d'ailleurs, plus politique qu'économique, car la réduction du prix à des proportions négociées arrivait après une succession de hausses (850 FC, 1 150 FC, 2240 FC...). Pour certains analystes, le gouvernement de la République a cherché davantage à lancer un signal fort à l'économie qui recommençait à revivre après les tensions politiques.

Des réactions mitigées

Plus d'une semaine après, aucun bilan n'est toujours disponible. En fait, cette réduction de 50 FC du prix du litre à la pompe n'est pas effective au niveau des stations-service de la capitale. Encore que les prix divergent selon l'endroit du territoire congolais où l'on se trouve. Vendu à 2240 FC dans la capitale, le même litre d'essence qui atteint plus difficilement le centre du pays (provinces enclavées) est vendu à 3 300 FC à Mbuji-Mayi. Par contre, Lubumbashi, la capitale du cuivre, distribue son litre d'essence à 1 630 FC. Dès lors, une baisse de l'ordre de 50 FC ne représente en fait que moins de 3 %, un niveau bien insignifiant pour avoir un effet d'entraînement possible. En effet, le calcul sur la baisse ou la hausse prend en



Une station service à Kinshasa

compte un certain seuil établi à plus de 5 %. Par ailleurs, des interrogations subsistent toujours sur l'étendue de la mesure : Kinshasa seulement ou Kinshasa et le reste du pays ?

Dans la perspective d'une baisse à Kinshasa, le nouveau prix de l'essence à la pompe reviendrait théoriquement à 2 190 FC contre 2 240 FC actuellement. Les réactions restent mitigées sur une telle perspective dans la capitale. La proportion n'atteint pas le seuil décisif pour

conduire à la révision à la baisse du prix de la course et à d'autres effets sociaux. Si l'on sait que le transport intervient à plus de 60 % dans la fixation du prix des produits agricoles venant de l'intérieur du pays, l'on comprend mieux l'intérêt stratégique d'agir sur un tel levier. Pour obtenir le miracle social, il faut compter sur une baisse d'au moins 1 500 ou 1 000 FC du prix du litre à la pompe.

Laurent Essolomua

INTERVIEW

Caleb Batata : « Les dirigeants doivent avoir l'information en temps réel »

L'ingénieur informaticien, coordonnateur principal de Development study company (DSC) et expert en développement logiciel (domaine de recherche d'intelligence artificielle spécialisé en intelligence singulière), estime, dans cette interview accordée au Courrier de Kinshasa, que ce qui manque aux gouvernants congolais, c'est la disponibilité de l'information pouvant leur permettre de bien remplir leurs missions.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Pour quelles raisons pensez-vous que les autorités doivent être informées en temps réel ?

Caleb Batata (C.B.) : Avant de vous répondre, je voudrais dire qu'un Etat fort, c'est celui qui a l'emprise de son milieu. Maîtriser son environnement implique plusieurs disciplines. Le but est d'avoir un contrôle consolidé, aboutissant à une bonne prise de décision. Ainsi, un Etat fort doit explorer des stratégies lui permettant de savoir qu'est ce qui s'est passé, qu'est ce qui se passe, pour prévoir ce qui va arriver. En effet, nos dirigeants se trouvent dans une situation où ils n'ont pas la possibilité d'avoir des informations fiables en temps réel. Ce qui cause la mégestion totale et occasionne même le non développement de notre pays. Si j'ai voulu m'imprégner de ce sujet, c'est pour aider nos dirigeants à prendre des décisions réelles. Nous sommes partis du constat selon lequel, nos dirigeants n'ont pas l'emprise de l'information en temps réel. Et, nous nous sommes rendus compte que l'Etat doit mettre en œuvre les outils fiables pour consolider l'information. Comme disait Jean Louis Lemoine dans son livre intitulé «La mo-



Caleb Batata

délisation du système complexe», « l'information permet à l'organisation d'adapter son comportement à chaque instant pour la régulation, se transformer, rééquilibrer; afin d'être en osmose avec l'environnement ». D'où l'information peut aider nos dirigeants à prendre des bonnes décisions.

L.C.K. : Comment entendez-vous alors rendre l'information fiable à la disposition des dirigeants ?

C.B. : Voilà qu'interviennent les nouvelles technologies de l'information et de communication. Certes, toute personne morale ou physique étant dans le sol congolais ou pas, sans discrimination, peut avoir une vision dans l'optique du développement du pays sur le plan nu-

mérique. Le développement d'un pays, en effet, découle du fruit des idées dont la matérialisation demande une implication indéniable de ses ressortissants. La mondialisation et l'apparition de la technologie nous donnent plusieurs privilèges et outils permettant à une organisation ou à un Etat d'avoir un monopole sur le milieu où il exerce ses activités et la disponibilité de l'information est fortement nécessaire. Tout d'abord, pour y arriver, il faut une implication totale des informaticiens : malheureusement, ce travail n'est pas encore valorisé en RDC. C'est pour cela que vous trouverez plusieurs déficits liés à la formation des informaticiens pouvant permettre à une organisation ou un Etat de conserver ses données pour une exploitation en temps réel. Aujourd'hui, la bataille est celle de la technologie, parce que l'homme cherche à comprendre et à maîtriser la nature en exploitant plusieurs théories et approches scientifiques à la résolution d'un problème. Alors, les dirigeants doivent disposer, à leur tour, des moyens nécessaires pour une formation active des informaticiens. Car ceux-ci aideront le pays, avec les prototypes artificiels, à contrôler les entreprises et à créer sa propre technologie.

L.C.K. : Qu'es-ce qu'il y a à faire pour avoir ces informations en temps réel partout ?

C.B. : L'Etat doit mettre des ordinateurs pour la centralisation de systèmes dans différents ministères, pour être informé

en temps réel de tout ce qui se passe. Il doit également chercher à stocker ces informations. Et c'est là que les informaticiens interviendront afin de les analyser et donner des propositions qui vont aider les autorités à prendre des décisions fiables.

L.C.K. : Avez-vous une organisation qui s'en occupe déjà ?

C.B. : Oui, nous avons créé notre compagnie, le DSC, dans le souci d'aider notre pays à aller de l'avant, à avoir des outils technologiques. C'est une compagnie créée par des jeunes informaticiens congolais bien qualifiés. Nous pouvons rendre ce travail fiable sur toute l'étendue du territoire national. Sur ce point, je n'ai pas trop de commentaire à émettre mais pour tous ceux qui veulent nous contacter, ils peuvent appeler au +243 811702089, pour de plus amples explications sur tout ce qui est entrepris et ce qui peut être fait.

L.C.K. : Votre dernier mot ?

C.B. : Nous, les informaticiens, ne pouvons pas toujours laisser la tâche aux politiciens parce qu'eux réfléchissent par rapport aux textes, alors que nous, nous réfléchissons au-delà des besoins de l'utilisateur et nous cherchons des solutions à y adapter. Nous devons aussi nous auto-former. Ce que je peux demander à nos dirigeants, c'est de créer des centres de formation et beaucoup d'ateliers informatiques pour vulgariser cette science de l'informatique dans notre pays.

Propos recueillis par Mélanie B. Lukenie (stagiaire)

ÉPIDÉMIE D'EBOLA

La communauté internationale appelée à renforcer son soutien pour arrêter l'épidémie

L'exhortation a été faite récemment par le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, et la directrice régionale de cette institution pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, en visite de réconfort des équipes de riposte à Butembo, dans le Nord-Kivu.

« Nous entamons une phase où la riposte devra considérablement changer », a dit le Dr Tedros, tout en soulignant que « L'OMS et ses partenaires ne peuvent pas faire face à ces problèmes si la communauté internationale ne participe pas au comblement de l'important déficit de financement ».

Parlant du décès inopiné du Dr Richard Mouzoko tué par des miliciens alors qu'il présidait la réunion quotidienne d'évaluation de l'épidémie de la maladie à virus d'Ebola, le directeur général de l'OMS s'est dit profondément touché. « Le décès du Dr m'a profondément touché. Je l'avais rencontré avec d'autres collègues dévoués et, pendant cette mission, je n'ai cessé de penser à lui. Je suis aussi profondément préoccupé par la situation. Le nombre de cas augmente



Au milieu, le directeur général de l'OMS

à cause d'actes de violence qui, chaque fois, nous font reculer. Nous avons déjà commencé à adapter notre façon d'agir », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le Dr Matshidiso Moeti a renchéri: « La fierté et le respect que j'éprouve pour mes extraordinaires collègues n'en sont aujourd'hui que plus grands ». La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique a ajouté: « Ils ont traversé

des épreuves inimaginables et pourtant ils souhaitent poursuivre ce travail indispensable. Nous devons maîtriser les conditions de sécurité, pour eux et pour la population locale. Au cours de notre mission, nous avons eu des conversations intéressantes avec les partenaires chargés de la sécurité pour savoir ce qu'on pouvait faire de plus. Pendant ce temps, nous continuerons à collaborer

avec divers groupes et à inscrire notre action dans le cadre communautaire ». Face à l'augmentation galopante du nombre des cas répertoriés d'Ebola, le Dr Moeti pense qu'il faut plus agir tout en travaillant ensemble. « L'augmentation inquiétante du nombre de cas nous oblige d'autant plus à agir. Finalement, seule une prise en main du problème par toutes les communautés touchées permettra de mettre un terme à la flambée. Certains voudraient que la maladie à virus Ebola nous divise, mais nous ne pouvons en venir à bout que si nous travaillons tous ensemble », a-t-elle conseillé.

La délégation a rencontré le maire de Butembo, Sylvain Kanyamanda Mbusa, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Michael A. Hammer, le représentant spécial adjoint de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, David Gressly, ainsi que d'autres partenaires des Nations unies, des responsables économiques, religieux et politiques et des représentants d'ONG qui prennent part à la riposte.

Blandine Lusimana

Le seuil de mille décès bientôt atteint

Les données du ministère de la Santé, en date du 2 mai, renseignent que neuf cent quatre-vingt-quatorze décès ont été enregistrés dont neuf cent vingt-huit confirmés et soixante-six probables.

Le gouvernement, avec l'appui des partenaires, ne cesse de multiplier des efforts pour mettre fin à la dixième épidémie de la maladie à virus d'Ebola qui sévit depuis dix mois dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Les équipes de riposte, il est vrai, sont arrivées à contenir la maladie aux seules deux provinces, mais le risque de propagation demeure à cause des mouvements de la population et de l'insécurité qui empêchent les équipes de terrain de travailler dans un bon climat. Chaque jour qui passe, l'on assiste ainsi à une augmentation des cas confirmés et de nombre de décès. Ce qui inquiète plus d'un observateur.

Selon le bulletin épidémiologique du ministère de la Santé du 2 mai, quatre cent quarante-quatre cas confirmés ont été rapportés sur un cumul de mille cinq cent dix. Bientôt donc, le cap de mille cinq cents cas confirmés sera atteint alors que le taux de guérison est seulement de quatre cent vingt-et-un.

Par ailleurs, deux cent quatre-vingt-six cas suspects sont en cours d'investigation, tandis que quinze nouveaux cas ont été confirmés, dont sept à Katwa, trois à Musienene, deux à Butembo et deux autres à Mandima. La zone de santé de Mabalako a rapporté un cas confirmé. Deux agents de santé, dont un à Katwa et l'autre à Musienene, figurent parmi ces nouveaux cas confirmés. Le cumul des cas confirmés/probables parmi les agents de santé est de quatre-vingt-quatorze, soit 6,2 % de l'ensemble des cas confirmés/probables dont trente-trois décès.

En sus de cela, dix nouveaux décès de cas confirmés, dont sept communautaires et hospitaliers, à savoir deux à Katwa, deux à Butembo, deux à Musienene et un à Mabalako ont été notifiés. Pour ce qui est de décès, la zone de santé de Butembo en a rapporté deux et Katwa un.

B.L.

COMBAT CONTRE LA STIGMATISATION DES MINORITÉS

Des jeunes salutistes et catholiques sensibilisés à l'albinisme

L'attention sur les albinos a été attirée par le catcheur albinos Mwimba Texas, invité à la conférence-débat organisée par les Dominicains de la République démocratique du Congo (RDC), et lors de sa participation à la Journée de la jeunesse de l'Armée du salut.



Mwimba Texas/Adiac

Le Cercle culturel Saint Thomas d'Aquin des frères étudiants dominicains du couvent Saint Dominique de Limete a organisé, le 27 avril dernier, une conférence-débat, dans le cadre de sa pastorale de l'intelligence. Invité à y prendre part, Mwimba Texas, président de la fondation éponyme, a profité de cette occasion pour sensibiliser l'assistance à l'albinisme.

Tenue sur le thème « Plaidoyer pour la fin du péroquetisme en RDC », la conférence-débat, animée par le frère Justin Adriko Mundua, an-

cient provincial des Dominicains de la RDC, actuellement en mission en Belgique, avait une orientation aussi philosophique que théologique.

L'assistance, réunie dans la salle de lecture de la bibliothèque du couvent Saint Dominique, a suivi l'intervenant qui a condamné l'attitude des jeunes à aimer la facilité, alors que le travail épanouit et ennoblit. Le frère Justin Adriko Mundua a également déploré la corruption qui aurait atteint même l'Eglise, recommandant aux jeunes de travailler que de reproduire toujours ce qui est fait par d'autres.

Intervenant à son tour, Mwimba Texas a salué le contenu de cet exposé, encourageant les participants à mettre en pratique les conseils donnés par le frère Justin Adriko Mundua, tout en prenant l'exemple sur lui-même.

Le président de la Fondation Mwimba-Texas (FMT) a retracé son parcours de catcheur albinos, que ses prédécesseurs dans ce sport de combat tenaient à décourager. « N'eut été mon courage et ma détermination, je ne serai pas ce que je suis aujourd'hui, parce que nombreux que j'avais trouvés dans le catch me décourageaient, compte tenu de mon état de personne vivant avec l'albinisme », a-t-il témoigné, deman-

dant à l'assistance d'avoir un autre regard sur l'albinos.

Zéro discrimination envers les albinos

Le même message, Mwimba Texas l'a transmis aux jeunes salutistes, le 1er mai, dans le cadre de la journée de la jeunesse de l'Armée du salut. Appelé à exposer sur l'intégration des albinos dans la société, il a sensibilisé la jeunesse salutiste réunie au poste de la salle centrale, à Gombe, à changer leur regard vis-à-vis des albinos, en vue de lutter contre la discrimination et faciliter l'intégration de cette catégorie de personnes dans la société.

Le président de l'ONG des albinos de la RDC, parlant de l'albinisme, a évoqué certains problèmes auxquels les albinos sont confrontés, surtout avec le réchauffement climatique dont ils sont les premières victimes, compte tenu de la virulence des rayons solaires.

Tout en remerciant le responsable de la jeunesse salutiste, le major Matondo, qui l'avait invité à prendre la parole devant cette assemblée, Alphonse Mwimba Texas s'est également montré reconnaissant envers le colonel Ntembi qui l'a vu grandir et sensible à la cause des albinos, l'avait introduit dans les milieux salutistes. Il a également remercié les autorités salutistes pour cette implication à cette cause, souhaitant qu'à l'avenir, une grande action soit menée par l'Armée du salut et la FMT pour le bien-être des albinos.

Lucien Dianzenza

PARTENARIAT

Le Pnud réitère son engagement à accompagner le Congo

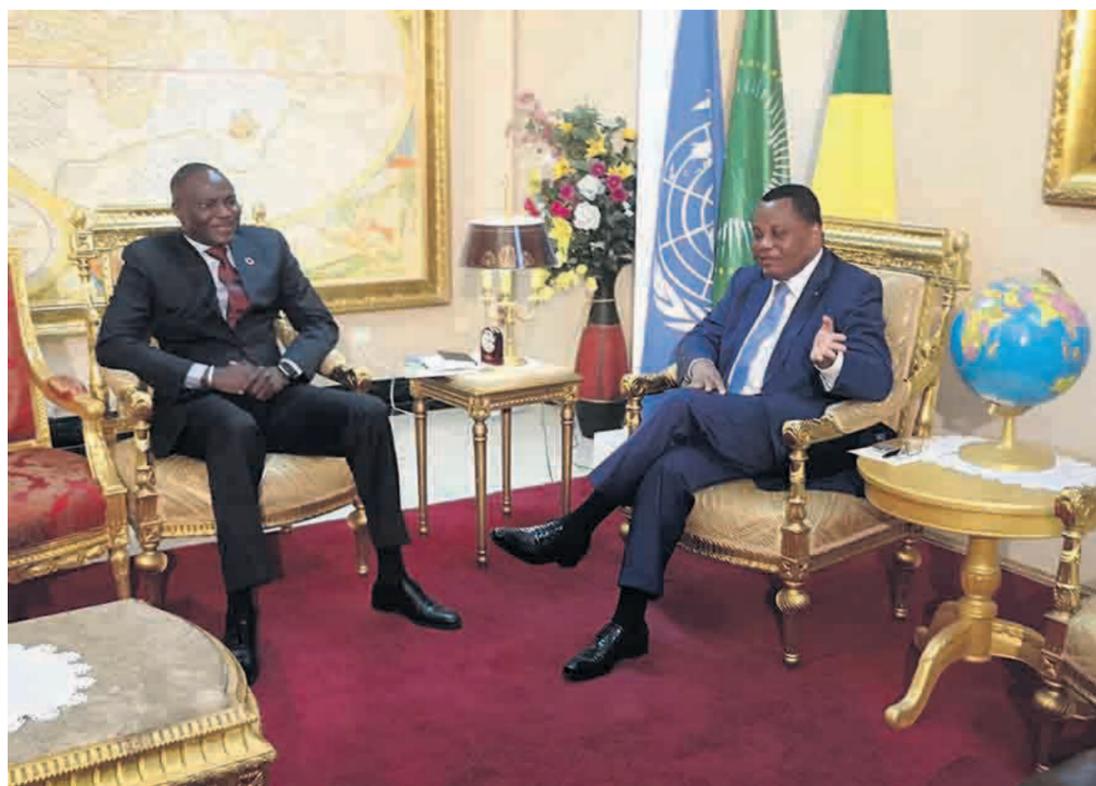
La volonté a été exprimée par le nouveau représentant résident de l'agence onusienne, Maleye Diop, le 3 mai à Brazzaville, lors de la présentation de sa lettre d'accréditation au ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

A sa sortie d'audience, Maleye Diop a indiqué avoir « réitéré l'engagement du Pnud d'accompagner le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de son Programme national de développement (PND) » qui couvre la période 2018-2022.

Les domaines de concentration de ce programme sont: le renforcement de la gouvernance ; la réforme du système éducatif, de la formation qualifiante et professionnelle ; la diversification et la transformation de l'économie.

Le représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a également assuré que son institution entend aller plus loin dans son action en République du Congo, notamment dans son programme cadre de coopération actuel qui tourne autour de deux composantes : la gouvernance et la résilience, sans oublier le développement durable. Ceci dans le but de soutenir les efforts des autorités de Brazzaville dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). S'y ajoute ce qui sera fait dans le Programme cadre de coopération du Pnud 2020-2024.

« Nous voulons montrer que le système des Nations unies sera ensemble pour appuyer le gouvernement du Congo et le Pnud



Le ministre Jean-Claude Gakosso s'entretenant avec Maleye Diop

jouera sa part », a souligné Maleye Diop. « Nous allons aussi renforcer nos appuis pour accompagner le gouvernement et essayer d'identifier des initiatives innovantes qui peuvent contribuer à accélérer le développement », a-t-il poursuivi.

Le Programme cadre du Pnud, d'une durée de cinq ans et qui s'achève cette année, est décliné en plusieurs projets de

4 milliards 729 millions francs CFA dans les domaines de la gouvernance et la résilience et ceux de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté. Quant au Programme cadre de coopération du Pnud qui suivra, ses domaines d'appui sont alignés sur six offres et porteront principalement sur deux piliers majeurs répondant aux priorités nationales de dévelop-

pement déclinées par le Congo, à travers son PND 2018-2022. Il s'agit notamment du renforcement de la gouvernance, de la consolidation de la paix et de la sécurité, en lien avec les ODD 5, 16, 17 ; et de la diversification de l'économie de façon durable ainsi que la promotion de la résilience des communautés, mais aussi des institutions aux changements climatiques, en

lien avec les ODD 1, 2 à 8, 13 et 17.

Par ces interventions, le Pnud va soutenir la population vulnérable, en particulier les femmes et les jeunes en vue de favoriser leur accès aux opportunités économiques viables, diversifiées et respectueuses de l'environnement, grâce, entre autres, à l'agriculture durable et à l'écotourisme. Et le budget prévisionnel sur cinq ans de ce programme dont le financement proviendra du Pnud, du gouvernement du Congo et de ses partenaires, est estimé à environ dix-sept milliards francs CFA.

Outre le nouveau représentant résident du Pnud au Congo, le chef de la diplomatie congolaise a reçu, tour à tour le même jour, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération du Bénin, Aurélien Agbénonci, et le ministre délégué en charge des Congolais de la République démocratique du Congo, Emmanuel Ilunga Ngoie Kasongo, qui était accompagné de l'ambassadeur, Christophe Muzungu.

Même si les deux personnalités ne se sont pas prêtées aux questions des journalistes, l'on croit savoir que leurs entretiens étaient focalisés sur le raffermissement des relations bilatérales et sur les questions d'intérêt commun.

Nestor N'Gampoula

Gagnez un voyage tous frais payés pour assister à la Finale de la Champions League avec la Mastercard Platinum de UBA !

UBA (United Bank for Africa) offre, en partenariat avec Mastercard, à deux détenteurs de la carte Mastercard Platinum UBA, un voyage tous frais payés pour deux chacun, afin d'assister à la finale de la Ligue des champions de l'UEFA 2019, le 1^{er} juin à Madrid.

Ouvert à tous les anciens et nouveaux détenteurs de la carte UBA Mastercard Platinum, cette récompense exceptionnelle offre l'occasion de gâter nos clients et de leur offrir une expérience unique, inoubliable et inestimable couvrant les billets d'avion, les visas, l'hébergement dans un hôtel cinq étoiles, des tickets d'entrée au stade pour assister à la finale de la Ligue des Champions de l'UEFA et bien plus encore avec MasterCard Platinum Access.

Au total, ce sont douze détenteurs de la carte UBA Mastercard Platinum dans onze pays africains qui partageront cette expérience passionnante d'assister en personne à la finale avec un être cher, et qui profiteront de la superbe ambiance de la ville hôte des demi-finales ou de la finale (Madrid), selon les pays. **Au Congo, UBA et Mastercard offrent deux tickets pour assister à la finale, le 1^{er} juin prochain.**

« Alors que nous célébrons le 70^{ème} anniversaire de nos services bancaires et d'excellence, c'est notre façon de récompenser les clients pour leur fidélité à la marque UBA. Il y en aura beaucoup d'autres cette année car nous voulons continuer à apprécier tous nos clients. Pour avoir une chance de remporter le voyage tous

frais payés, les clients doivent détenir une Mastercard Platinum UBA et dépenser un montant minimum de 10 000 dollars (soit 5.850.000 FCFA environ). Pour obtenir votre carte UBA MasterCard Platinum, il vous suffit de contacter votre gestionnaire de compte dans n'importe quelle agence UBA »

, a expliqué la Directrice du Marketing du Groupe UBA, Madame Dupe Olusola. « La Ligue des Champions de l'UEFA est le trophée le plus convoité des compétitions des clubs de football et l'un des spectacles sportifs les plus suivis au monde », a-t-elle commenté. « C'est pourquoi, nous avons décidé de nous associer à Mastercard et à l'UEFA pour faire vivre les moments les plus mémorables et les plus précieux de l'histoire du football à nos précieux et fidèles clients, qui sont la raison de notre réussite. »

« Nous sommes conscients que beaucoup de nos clients adorent le football et nous pensons que leur faire vivre cette précieuse expérience dans un cadre agréable en Espagne et dans d'autres pays européens, est la voie à suivre. Ce sont ces moments et ces expériences qui font du football un sport passionnant et nous souhaitons les partager avec nos fidèles clients au Nigeria et à travers l'Afrique », a poursuivi Madame Olusola.

Pour rappel, UBA (United Bank for Africa) est un groupe panafricain de services financiers de premier plan, présent dans 20 pays africains, ainsi qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique et en France.

SALON DE GENÈVE

Table ronde sur la bande dessinée d'Afrique

Retour sur le coup de projecteur mis à la Bande dessinée (BD) africaine par Didier Kassai, Roger N'guessan Koffi et Alain Mata Manengi. Modérés par Koffivi Paulin Assem, les trois bédéistes, issus d'un univers différent, ont donné leurs points de vue respectifs sur l'actualité de la BD africaine.

Comprendre l'actualité de la BD d'Afrique, c'est tout d'abord retenir la notion selon laquelle seront qualifiées de « bande dessinée africaine » les BD produites en Afrique par des auteurs africains.

Cette définition ne correspond en rien à Alain Mata Mamengi dit Al'Mata, qui réside en France. Ses inspirations lui proviennent de la République démocratique du Congo. En référence à l'album « Le retour au pays d'Alphonse Madiba dit Daudet » paru aux Editions L'Harmattan, co-écrit avec Christophe Ngalle Edimo, Al'Mata est revenu sur ce qu'il met en avant sur ses planches. D'une façon pédagogique, il parle par l'image de l'émigration et du retour vers le pays, de l'échec, de la société, d'un pays imaginaire mais représentatif d'un vécu.

Lui-même résidant en France, il dessine le retour de l'enfant du pays, incapable d'avouer et d'assumer son échec personnel fort rempli de poncifs. Mieux encore, il interprète par ses dessins un personnage qui poursuit ses études sans cesse entamées et ratées, une intégration non



Bédéistes africains à l'honneur au Salon africain 2019

réussie, une vie à renfort de maigres et de faux-semblants. Pour Didier Kassai, auteur de « Tempête sur Bangui », l'actualité lui impose de dessiner pour une sensibilisation contre la guerre. Issu d'une famille où le dessin est permanent puisque sa maman est, elle-même, dessinatrice, il témoigne par ses planches de ce qu'est devenue la vie en Centrafrique et dans sa ville, la capitale Bangui. Il montre l'horreur au quotidien

au fil de ses pages et raconte les massacres perpétrés par les milices chrétiennes et musulmanes, l'exode des civils et la survie. Il dessine le martyre d'un pays et d'une population qui sort de deux années de guerre civile. Venu droit de Côte d'Ivoire, le dessinateur et enseignant en arts plastiques ivoirien, Koffi Roger N'guessan, auteur de la BD « Chaka », inspirée du livre de Thomas Mofolo (1910), écri-

vain originaire du Lesotho, parue chez l'Harmattan, l'actualité, c'est de retracer l'histoire du personnage mythique Chaka, incarnation de la naissance de la nation zoulou, le peuple du ciel.

A mi-chemin entre récit historique et légende, il est revenu sur cette BD qui conte une épopée africaine légendaire, « une histoire pleine de magie, de folie et de sang ». Révolutionnaire, guerrier anticolonial-

liste, chef charismatique, grand stratège, génie militaire mais aussi despote assoiffé de sang, tyran et martyr, Chaka est un personnage complexe, devenu aujourd'hui, malgré les controverses, un symbole de courage et de liberté pour de nombreux Africains.

A leur manière, ces trois bédéistes ont apporté leurs contributions au thème du salon : « Chercheurs d'Afriques ».

Marie Alfred Ngoma / Envoyé spécial à Genève

PRIX AHMADOU-KOUROUMA

David Diop succède à Wilfried N'Sondé

Le prix décerné par le Salon africain a été attribué au récipiendaire par Jacques Chevrier, président du jury, le 3 mai, à l'occasion du Salon du livre de Genève 2019. Le lauréat a été récompensé pour son roman « Frère d'âme », un renvoi fascinant à la tradition orale de par sa transcription d'un conte dont l'action se situe pendant la Première Guerre mondiale.

En lice du prix convoité, David Diop, 53 ans, maître de conférences à l'université de Pau, a été choisi par le jury pour son roman, paru en août de l'année dernière, aux éditions du Seuil. Il succède à Wilfried N'Sondé, récompensé l'an dernier pour son livre « Un océan, deux mers, trois continents », paru chez Actes Sud.

Encensé par les critiques littéraires et écrit dans un style à la recherche du rythme de l'écrivain Ahmadou Kourouma, « Frère d'âme » est un récit poignant qui lève le voile sur l'histoire trop méconnue des deux

cent mille combattants africains envoyés, au nom de la France, au front de la Première Guerre mondiale où environ trente mille tirailleurs sénégalais ont laissé leur vie dans les tranchées.

« Je ressens une très grande joie d'avoir reçu ce prix en présence de l'épouse et du fils d'Ahmadou Kourouma. Cet écrivain m'a beaucoup influencé dans mon écriture. J'ai, de sa part d'héritage, cette recherche d'une langue d'écrivain en français. Il était attaché à la langue et la culture malinké. De mon côté, je pars



David Diop, Prix Kourouma 2019 pour son roman « Frère d'âme » paru aux Editions du Seuil

de l'oralité wolof pour unir l'expressivité des mots et des images permettant de trouver le rythme à influencer », a déclaré le lauréat.

Dans son discours, le président du jury a souligné la notion de gémellité dans ce roman primé. « Tout est double, tout contient son contraire : l'ombre / la lumière ; la vie / la mort ; la raï-

son / la folie ; moi / l'autre ». De ce fait, a-t-il conclu, « les plus que frères, les jumeaux originaux, finissent par se confondre l'un et l'autre, conformément au vœu formulé par Mademba Diop, « ne pas rester seul au milieu de nulle part » le soir de sa mort ».

« Frère d'âme » s'inscrit dans la lignée des ouvrages qui rendent

hommage à l'Ivoirien Ahmadou Kourouma, véritable monument de la littérature africaine, disparu en 2003. Depuis 2004, le Salon africain récompense chaque année un ouvrage dont l'esprit d'indépendance, de lucidité et de clairvoyance s'inscrit dans le droit fil de l'héritage légué par l'illustre disparu.

M.A.N./Envoyé spécial à Genève

« Je ressens une très grande joie d'avoir reçu ce prix en présence de l'épouse et du fils d'Ahmadou Kourouma. Cet écrivain m'a beaucoup influencé dans mon écriture. J'ai, de sa part d'héritage, cette recherche d'une langue d'écrivain en français. Il était attaché à la langue et la culture malinké. De mon côté, je pars de l'oralité wolof pour unir l'expressivité des mots et des images permettant de trouver le rythme à influencer »

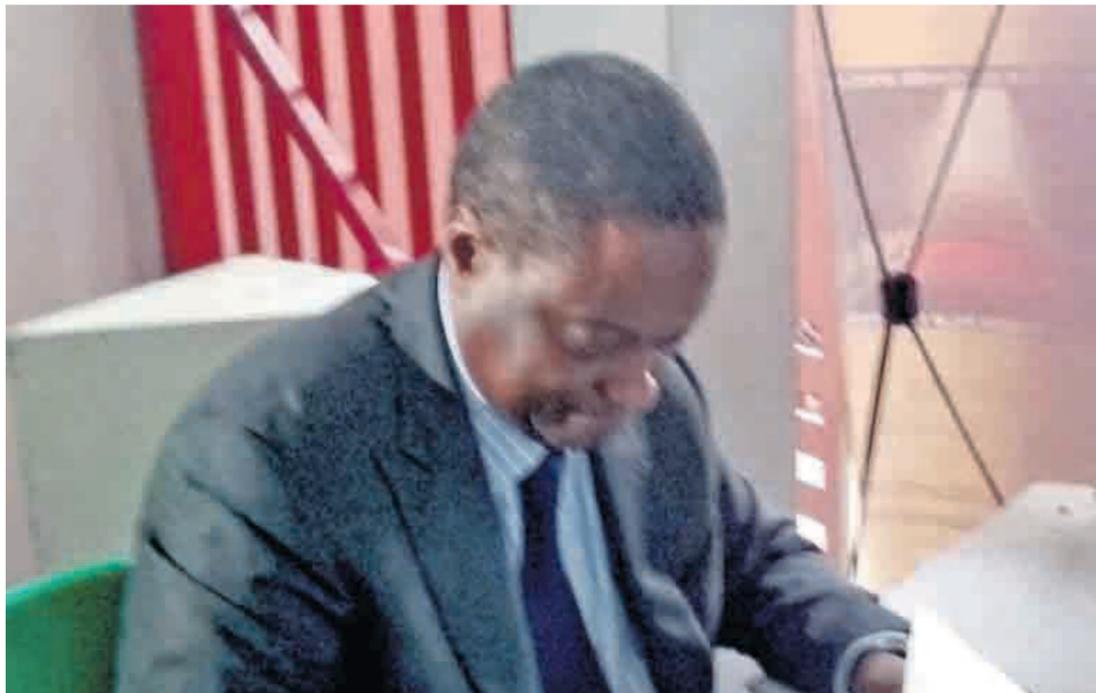
SANTÉ PUBLIQUE

Pierre M'Pelé appelle à l'accélération de la lutte contre le sida en Afrique

Profitant de la présentation officielle de son livre «Itinéraire d'un médecin africain : Du commencement du début de la fin de l'épidémie du sida en Afrique», le 4 mai à l'Institut français du Congo à Brazzaville, le Dr Pierre M'Pelé a invité les pays africains à accélérer le combat contre la pandémie.

« Nous sommes au début de la fin du sida parce que nous ne sommes pas en face de la maladie que nous avons connue, il y a trente ans », a lancé le Dr Pierre M'Pelé. D'où, a-t-il estimé, « il faut accélérer la lutte pour en finir », non pas en sollicitant les moyens financiers, mais en mettant en place de bonnes stratégies et en prenant de bonnes décisions.

Pierre M'Pelé a proposé la décentralisation du dépistage du VIH/sida ainsi que des soins en vue d'une meilleure prise en charge des malades. Pour lui, la pandémie du VIH/sida étant vers sa fin, il sied de ne pas baisser les bras mais plutôt d'accroître les efforts de lutte. A titre indicatif, il a signifié qu'en 2013, 90% des personnes vivant avec le VIH en Afrique avaient connaissance de leur statut sérologique, contrairement aux années antérieures. « Pour avancer en Afrique,



Le Dr Pierre M'Pelé lors de la cérémonie de dédicace de son livre à Brazzaville

il faut traiter les questions de santé comme une stratégie politique », a-t-il indiqué.

Ancien enfant de troupe, Pierre M'Pelé fait partie des pionniers de la lutte contre le sida en Afrique. Dans son ouvrage «Iti-

néraire d'un médecin africain : Du commencement du début de la fin de l'épidémie du SIDA en Afrique », il parle de son expérience dans la lutte contre cette pathologie au Congo et sur le continent africain.

Il s'agit en fait d'une œuvre autobiographique de cent cinquante-trois pages parue en janvier dernier, aux éditions Maïa, et préfacée par le Pr Marc Gentilini, ancien chef de service des maladies infectieuses

et tropicales à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, et président honoraire de l'académie de médecine de France. « J'ai écrit ce livre parce que je pensais qu'il fallait partager ma petite expérience dans la lutte contre le sida avec les générations futures », a expliqué le Dr M'Pelé.

Il fut le premier directeur du Programme national de lutte contre le sida et fait partie des acteurs ayant œuvré pour la création du centre de traitement ambulatoire de Brazzaville. Au plan international, Pierre M'Pelé est ambassadeur Mercy Ships pour l'Afrique, président honoraire de la société africaine contre le sida, ancien représentant de l'Organisation mondiale pour la santé en Guinée équatoriale, en Ethiopie, au Bénin et au Togo. Il a été directeur de l'équipe inter-pays de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'ouest et du centre.

Christian Brice Elion

SOLIDARITÉ

La Fondation Gouamba fait un don de sang au CNTS

L'acte humanitaire posé le 2 mai, à Brazzaville, avait pour objectif de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) afin de pallier tant soit peu le manque de poches de sang constaté ces derniers temps dans les hôpitaux.

Conduite par son président, Ninon Pachel Gouamba, l'organisation philanthropique a mobilisé ses membres en nombre, pour accomplir le geste de générosité. Ainsi, tour à tour, ils ont donné gratuitement une importante quantité de sang au CNTS, en vue de permettre à cette structure publique de remplir loyalement ses missions.

En faisant ce don de sang, la Fondation veut aider à renforcer la capacité opérationnelle du CNTS, paralysé depuis quelques semaines par la grève du personnel. Son objectif étant de faire que cette denrée vitale soit disponible en temps réel dans les hôpitaux, afin de sauver les vies des Congolais qui meurent faute de sang.

« Nous avons initié ce don de sang pour accompagner le CNTS dans ses missions, car donner son sang c'est sauver des vies. Pour cette énième fois, nous nous sommes mobilisés pour vouloir sauver



Ninon Gouamba (à droite) faisant un don de sang, le 2 mai/Adiac

des vies. Demain, d'autres personnes le feront pour nous sauver », a souligné Ninon Pachel Gouamba, qui invite les autres Congolais à emboîter le pas.

Abordé par la presse sur la problématique de la rupture de sang au CNTS, le chef du service technique de cette structure a rassuré que cela était dû au manque de réactifs mais le sang devient disponible.

« En réalité, le sang ne man-

quait pas au CNTS, même pendant la grève, nous recevions au moins cinq cents poches de sang par jour; ce sont plutôt les réactifs qui faisaient défaut pour le traiter. Mais depuis que l'épouse du chef de l'Etat nous a fait un don de réactifs, le sang est devenu quelque peu disponible dans les hôpitaux », a précisé le chef du service technique du CNTS, Maurice Yoka.

Firmin Oyé

TOURISME

Gauer hospitality, nouveau gestionnaire du grand hôtel de Kintélé

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a reçu, le 3 mai à Brazzaville, Jean Jacques et Jay Gauer, respectivement administrateur délégué et président du groupe Gauer.

Les deux personnalités étaient venues annoncer au chef de l'Etat la reprise par leur groupe de la gestion du grand hôtel de Kintélé, situé dans la banlieue nord de Brazzaville. Les deux gestionnaires affirment avoir déjà obtenu l'adhésion de la direction générale du grand hôtel de Kintélé et ambitionnent de ce fait de le positionner parmi les meilleurs hôtels d'Afrique.

« Nous souhaitons apporter notre savoir-faire en termes de formation et faciliter l'accès à la nature. Nous ambitionnons d'organiser aussi bien des événements culturels nationaux qu'internationaux qui feront que les projecteurs de l'actualité africaine soient braqués sur Brazzaville », a déclaré à la presse, Jay Gauer, à l'issue des entretiens avec le chef de l'Etat.

Notons que le groupe Gauer a remis au président de la République le livre d'or réunissant les quatre cent trente meilleurs hôtels indépendants du monde auxquels appartient désormais le grand hôtel de Kintélé.

La Rédaction

STRATÉGIE SECTORIELLE DE L'ÉDUCATION 2015-2025

Les partenaires se sont retrouvés à Brazzaville

En accord avec l'Unicef, chef de file du groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE), une réunion de concertation pour la préparation du rapport de mise en œuvre de la stratégie s'est tenue récemment au bureau de l'Unesco -Congo.

Présidée par Marie Louise Moutsinga, conseillère et point focal du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), assistée de Hilaire Mputu, conseiller régional de l'Unesco chargé de l'éducation, la rencontre a réuni les experts des ministères en charge de l'éducation (Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ; Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ; Enseignement supérieur) ; de la Jeunesse et éducation civique ; de la Recherche scientifique et innovation technologique ; des Finances, ainsi que les représentants de l'Unesco, de l'Unicef, du Programme alimentaire mondial, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, de l'Union européenne et de la Banque mondiale. Elle a permis aux participants d'échanger sur la question cruciale de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'éducation, qui détermine le devenir du secteur éducatif congolais. Marie Louise Moutsinga, dans son allocution de cadrage, a fait un rappel des actions et rencontres qui ont précédé cette réunion. Il s'est agi notamment de la mission du PME, effectuée par Douglas Lehman, respon-



sable pays pour le Congo, du 18 au 20 juillet 2018. Au terme de cette mission, une feuille de route avait été élaborée, à savoir la réunion de concertation des ministres en charge de l'éducation, du 3 octobre 2018 ; la lettre de demande de reconduction de l'allocation indicative ; la rencontre du GLPE du 26 février dernier ; la désignation par le ministère de l'Éducation primaire, secondaire et de l'alphabétisation, de l'Unesco comme

agent partenaire pour la mise en œuvre des travaux préparatoires relatifs à la soumission de la requête (rapport de mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'éducation (SSE), tenue de la revue sectorielle, et élaboration du plan de transition). Le point focal a décliné, par la suite, les principaux objectifs de cette réunion, entre autres, la fixation des enjeux de la rédaction du rapport de mise en œuvre de la SSE et la tenue de

Les participants à la réunion de concertation

la revue sectorielle ; la préparation du lancement des travaux de collecte des informations ; la proposition des points focaux par ministère, lesquels seront chargés de recueillir les données relatives à la mise en œuvre de la SSE.

Des exposés portant sur le bref rappel sur le contexte de mise en œuvre de la SSE 2015-2025 ont été faits. C'est ainsi qu'à l'issue des deux jours, cette rencontre de concertation a permis

aux participants de mieux saisir de l'importance du plan d'action triennal 2016-2018 consigné dans la SSE, comme instrument de base à l'élaboration du rapport de mise en œuvre de la SSE 2015-2025, sa structure identifiant la période, les activités à mettre en œuvre, ainsi que les entités responsables.

En ce qui concerne la SSE 2015-2025, les participants ont perçu l'intérêt de procéder à sa révision à travers les défis liés au changement du cadre stratégique de référence (Programme national de développement 2018-2021, la dégradation du cadre macroéconomique, les enjeux du nouveau Programme éducation : ODD4-Education 2030, etc.)

Au terme des deux jours de travaux, les participants ont formulé des recommandations, parmi lesquelles l'achèvement de l'ensemble de toutes les activités consignées sur le chronogramme au plus tard le 30 septembre ; le complément des points focaux par les ministères sous-représentés ; la finalisation des outils de collecte des données pour définir les profils du personnel chargé de la collecte des données.

Bruno Okokana

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Casp revisite ses programmes scolaires

De nouveaux programmes d'études, en cours d'élaboration, seront mis en œuvre dès l'année académique 2019-2020 au Centre d'application de la statistique et de la planification (Casp).

A partir de la prochaine rentrée, des ajustements seront apportés aux programmes scolaires du Casp. Pour ce faire, cinquante-deux experts de l'administration publique, du secteur privé et de l'Université Marien-Ngouabi ont été mis à contribution, du 23 au 27 avril, à Brazzaville, afin d'élaborer de nouveaux programmes.

« L'école a été créée en 1983. Les tout derniers programmes, de façon officielle, datent de 1990. Il y a ceux qui datent depuis la création de cet établissement. Même si on a essayé d'adapter les enseignements au standard actuel, il fallait un changement de façon officielle »

Répartis en commission, ces experts ont eu pour mission d'harmoniser le programme au titre standard. L'atelier a réuni les commissions statistique-ma-

thématiques-démographie ; informatique ; économie-comptabilité ; évaluation des projets-planification ; langues-géographie, économie-activités physiques et sportives.

« L'école a été créée en 1983. Les tout derniers programmes, de façon officielle, datent de 1990. Il y a ceux qui datent depuis la création de cet établissement. Même si on a essayé d'adapter les enseignements au standard actuel, il fallait un changement de façon officielle », a souligné le directeur général du Casp, Gaspard Symphorien Mbou Likibi. Ces réformes ont été initiées pour répondre aux besoins du marché du travail « pour que les diplômés du Casp, étant donné que la Fonction publique n'arrive plus à contenir les finalistes, soient aptes à travailler dans le secteur privé », a indiqué le directeur général de cette école.

Dans cet établissement, impossible de suivre un cursus au-delà de deux ans pour les bacheliers. Pour accéder à une formation supérieure, de ni-



veau ingénieur, les étudiants du Casp doivent procéder par un concours, afin d'intégrer d'autres écoles africaines. Pour faciliter leur réussite à ces concours, cet établissement a enclenché le processus de réformes des programmes d'enseignements, question de les harmoniser au standard d'autres écoles de la statistique. « Même si le contexte économique actuel n'est pas favorable, nous de-

vons travailler, parce que notre ambition est de faire du Casp une école de référence, même si au niveau national elle n'est pas assez connue. Si on commence à rehausser le niveau de formation, cela pourrait aider à la visibilité du Casp tant au niveau national qu'international », a souhaité Gaspard Symphorien Mbou Likibi, sans manquer de souligner l'engagement de la Banque mondiale dans la

construction d'un complexe qui abritera l'Institut national de la statistique, ainsi que le Centre d'application de la statistique et de la planification.

Aussi se montre-t-il confiant : « Certainement en 2020 ou en 2021, on sera dans des conditions tout à fait adéquates pour recevoir plus d'étudiants et ouvrir des cycles de niveau supérieur ».

Josiane Mambou Loukoul

MTN Fondation



Po na yo!

Nous favorisons l'intégration du numérique dans nos communautés

- Plus de **300.000.000 FCFA** investis dans la **construction d'infrastructures numériques**
- 18 bibliothèques et salles connectées** dans tout le Congo
everywhere you go

mtncongo.net



SANTÉ PUBLIQUE

Le Fnuap améliore les conditions de travail dans des structures sanitaires

L'agence onusienne a mis à disposition des hôpitaux de base de Brazzaville, notamment Bacongo, Makélékélé, Talangai, et celui de Kinkala (département du Pool) des équipements visant à lutter contre la mortalité maternelle et néonatale.

Des lits, des scanners à ultrasons, des stérilisateur à vapeur non électriques, des extracteurs de mucus, des colliers de serrage pour cordon ombilical, des plateaux à instruments, les cœurs fœtaux, des stéthoscopes obstétricaux constituent en partie le don d'équipements nécessaires à la prise en charge des femmes qui accouchent et des nouveau-nés, réceptionné par la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, le 3 mars à Brazzaville, des mains du représentant du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), Mohamed Ould Lenine Moujtaba. « Ce geste traduit l'engagement du Fnuap à accompagner le Congo dans l'amélioration de la

ternel et néonatal d'ici à 2030 », a expliqué le diplomate onusien.

Après un travail de terrain réalisé par le Fnuap dans les départements de Brazzaville, du Pool et de la Likouala, une charte d'accouchement a été mise en place. Celle-ci définit des actions participatives entre les futures mamans, leurs accompagnateurs et les sages-femmes. Le même document formule une recommandation en faveur de la création d'un environnement de travail sain et sécurisé avec du matériel adapté et des équipements nécessaires à la prise en charge des mamans et des nouveau-nés. Le geste du Fnuap est donc une concrétisation des lignes directrices de ladite charte.



La ministre de la Santé recevant un kit des équipements d'accouchement

« Les enquêtes et études menées en la matière ont montré que les trois quarts des femmes qui meurent pendant les suites de couche, le sont dans les centres de santé et en présence du personnel. Cette situation témoigne de l'insuffisance de l'offre des soins de qualité dans ces établissements

santé maternelle, notamment les soins obstétricaux, néonataux d'urgence pour que le pays atteigne l'objectif : "zéro décès ma-

Des indicateurs de la santé néonatale toujours en deça des objectifs

Saluant l'initiative de l'agence onu-

sienne, la ministre de la Santé et de la population a indiqué que ce don va améliorer les conditions de travail des prestataires et la qualité de l'offre de soins maternels, néonataux et infantiles.

Selon Jacqueline Lydia Mikolo, les stratégies de réduction de la mortalité maternelle et néonatale se fondent, entre autres, sur l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité aux services de santé maternelle et néonatale de qualité, sur l'engagement des décideurs,

des communautés ainsi que l'augmentation des ressources pour y parvenir.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les indicateurs de la santé maternelle, néonatale et infantile restent en deçà des objectifs escomptés, a fait constater la ministre de la Santé et de la population. « Les enquêtes et études menées en la matière ont montré que les trois quarts des femmes qui meurent pendant les

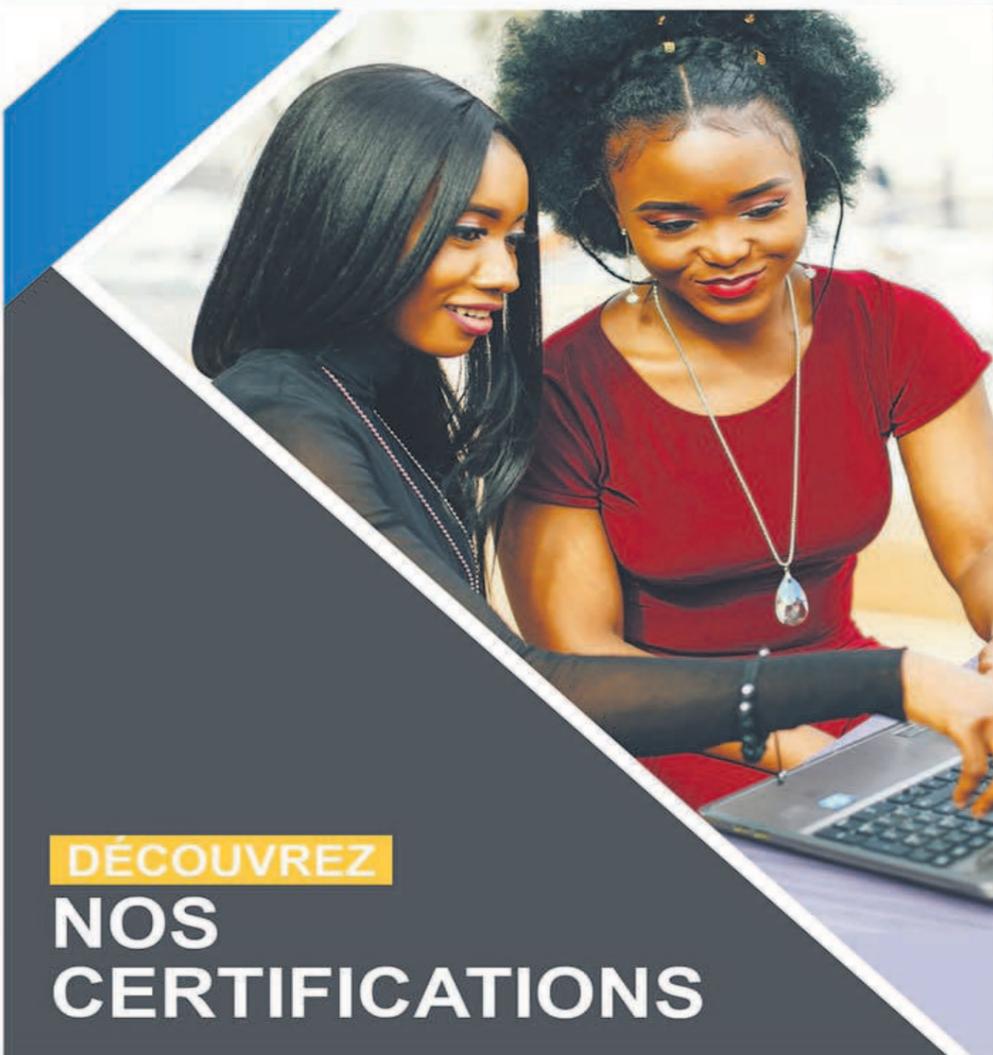
suites de couche, le sont dans les centres de santé et en présence du personnel. Cette situation témoigne de l'insuffisance de l'offre des soins de qualité dans ces établissements », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo.

Comme pour dire, le don du Fnuap est tombé à pic et les efforts continueront d'être déployés afin que l'on ne compte plus de décès maternels et néonataux évitables dans les structures de santé.

Rominique Makaya

AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply



**DÉCOUVREZ
NOS
CERTIFICATIONS**

26

CERTIFICATIONS

- Certification en management
- Certification en Management des ressources humaines
- Certification en Management & Communication
- Certification en Management des équipes
- Certification en Leadership et Management
- Certification en Pédagogie des formateurs
- Certification en développement personnel
- Certification en Banque et Assurance
- Certification en Finance et stratégie
- Certification en Contrôle et audit de gestion
- Certification Juridique
- Certification Web : webmaster / developper / infographiste
- Certification Chef de projet
- Certification Transport et Logistique
- Certification en Santé et sécurité au travail
- Certification en Rédaction d'appels d'offres
- Certification en Transformation digitale
- Certification en Techniques de vente commercial
- Certification en Informatique de réseau
- Certification Administrateur en base de données
- Certification en Sécurité Informatique
- Certification en DATA SCIENCE
- Certification en SCRUM MASTER
- Certification en PMP et PRINCE 2
- Certification QHSE et HSE (règles & principes)
- Certification en Sensibilisation à la nouvelle norme ISO 45001
- Certification en normes ISO 2015

Souscrire :

info@brazzaville-mba.com
+242 06 844 5867
+242 05 536 6979
+242 06 941 90792

BRAZZAVILLE-MBA
INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
est une marque du groupe

AFRIKAN CAMPUS
Paris, Chanhom, Abidjan, Dakar

Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO) +242 06 844 5867
+242 05 536 69 79 - +242 06 959 1285 - +242 06 941 907 92 - www.brazzaville-mba.com - www.afrikancampus.paris

DOUANES CONGOLAISES

L'administration sélectionne les candidats aptes à la formation d'inspecteurs

Quarante-quatre agents ont passé, le 3 mai à Brazzaville, un test interne de préparation aux stages à l'étranger.



Le directeur général lançant les épreuves

Le coup d'envoi des épreuves du test de sélection des candidats à la formation d'élèves inspecteurs des douanes a été donné par le directeur général des Douanes et des droits indirects, Guénolé Mbongo Koumou, en présence des cadres de la régie financière.

En effet, l'instauration cette année de l'évaluation interne s'inscrit dans une logique de recherche de la compétence impulsée par la tutelle, a indiqué le directeur général. Lors de ses récentes descentes dans les départements de la Sangha, du Kouilou et à Pointe-Noire, le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo, avait appelé les douaniers à un com-

portement nouveau, afin de permettre à l'administration douanière de retrouver ses lettres de noblesse.

Un travail de sélection des agents aptes est vital, car ceux-ci représenteront l'administration congolaise à l'étranger. « À travers ce test, nous sommes à la recherche des douaniers qui pourront accompagner la tutelle dans la mise en œuvre des réformes tant voulues par les plus hautes autorités de la République, notamment le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso et le Premier ministre, Clément Mouamba », a signifié Guénolé Mbongo Koumou.

C'est pour la première fois que cette régie financière organise

ce genre de test de sélection. Les meilleurs candidats vont bénéficier des stages de formation dans des écoles en Belgique, au Maroc, au Burkina Faso, etc. Dans le passé, des échecs étaient enregistrés parmi les cadres congolais dans ce domaine lors de leur formation à l'étranger, ce qui avait entraîné la baisse des quotas accordés au pays.

Rappelons que l'examen est ouvert seulement aux fonctionnaires affectés à la direction générale. Cette régie financière est en pleine réforme, avec la modernisation de l'administration, l'instauration du système informatisé et la bancarisation des recouvrements.

Fiacre Kombo

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES ENTREPRISES

L'opération lancée à Brazzaville

L'enquête qui se déroulera en deux phases sur l'ensemble du territoire national permettra à l'Etat de disposer d'une base de données à jour, sur les sociétés évoluant dans le pays.

Le recensement général des entreprises du Congo (Regec) vise à identifier les branches d'activités porteuses de l'économie, suivre et évaluer les mesures d'accompagnement de l'entrepreneuriat sur les incitations économiques, les zones économiques, pour promouvoir la diversification de l'économie.

Grâce à cette opération, les pouvoirs publics pourront mieux orienter les politiques de promotion des entreprises. Pour leur part, les opérateurs économiques sauront guider leurs décisions d'investissements et d'identification des partenaires. « Cette investigation statistique, longue et coûteuse, la première du genre, consiste à recueillir des informations de toutes les unités économiques sur l'ensemble du territoire. Elle produira un système intégré de statistiques d'entreprises », a déclaré la ministre du Plan et de la statistique, Olga Ingrid Ghislaine Eboucka-Babakas, au lancement du Regec, le 3 mai à Brazzaville.

Pour elle, il s'agit d'un répertoire de référence devant servir de base de sondage aux enquêtes d'entreprises, permettant d'actualiser et d'élaborer les indicateurs structurels et conjoncturels pour une meilleure prise de décision.

Des profils départementaux d'activités économiques indispensables pour la mise en place d'une bonne politique de décentralisation pourront ainsi être dressés, à partir des informations sur les potentialités de création de richesse par les entreprises dans chaque département. Cette opération concerne les unités économiques exerçant dans un local ou site aménagé, tenant ou non une comptabilité quelle que soit leur taille (boutique, salon de coiffure, atelier de couture, garage auto et moto, dépôt de planches, etc.), les établissements publics exerçant une activité marchande, les coopératives, les groupements d'intérêt économique ainsi que les associations qui exercent formellement une activité.

Rappelons que c'est depuis 2016 que l'Institut national de la statistique avait commencé, dans le cadre de ses activités ponctuelles, les travaux préparatoires à ce recensement, à travers l'élaboration des documents méthodologiques et des outils de collecte des données.

Le Regec se réalise grâce à l'appui de la Banque mondiale à travers le Projet de renforcement des capacités en statistique.

Lopelle Mboussa Gassia

LE FAIT DU JOUR

Edo Nganga en cher et en hausse

Sur le banc des géniteurs de la fratrie des Bantous de la capitale, Edo Nganga, en fait Edouard Nganga, Edo étant le diminutif de son prénom, est resté seul. Et il se porte bien comme le montrent son verbe toujours bien roulé, une voix qui porte encore même au chant, et son sourire tout à fait jovial. On observe derrière ses yeux clairs, de petits yeux pétillants de discernement.

C'est qu'à 86 ans, l'ami de Nino Malapet, Jean-Serge Essous et Célestin Nkouka dit « Célio », qui vit le jour à Léopoldville (actuelle Kinshasa), le 27 octobre 1933, garde toujours vivace le souvenir de la création par lui et les siens du mythique orchestre un certain 15 août 1959. L'homme est désormais la pièce unique de la maison Bantous, il n'est pas descendu de son piédestal pour ce qu'il représente dans l'histoire musicale des deux Congo. Sociétaire de l'Ok Jazz à l'instar de certains de ses compatriotes cités plus haut, Edo a pensé revenir au pays quand l'heure avait sonné.

Il est dit et écrit que les Bantous de la capitale voient le jour sur une sorte d'accident de l'histoire, sur une note de déception. Vrai ou faux, il faut simplement retenir que ceux qui lancent cet orchestre sont tous des « rapatriés » de Kinshasa, rongés les uns et les



Le président de la République s'entretenant avec Nganga Edo

autres par le mal du pays, ce truc incurable qui vous traque surtout quand la deuxième patrie que vous choisissez pour telle ou telle raison vous réserve de surprises désa-

gréables. Encore qu'entre Kinshasa et Brazzaville, l'artiste l'a chanté, le fleuve Congo est un pont, pas un obstacle. Le quartet des années 1950 qui n'est plus à présenter avait

fait preuve d'audace et laissé remonter en lui cette fierté qui engage l'homme à se mesurer aux événements en se disant : pourquoi ne pas demeurer soi-même ? Il a joué et gagné.

Le 15 août prochain donc, les Bantous de la capitale fêteront les 60 ans de leur existence. Il est prévu pour l'occasion une série de manifestations qui couronneront la longévité du groupe et entretiendront parmi ses membres l'espoir de voir les jeunes qui suivent la trace de leurs anciens depuis un assez long moment prendre l'envol. Auditeur privilégié de cet anniversaire unique pour un orchestre qui a connu des hauts et des bas, a plié et n'a presque pas rompu, Edo Nganga a eu l'honneur d'en parler de vive voix au président de la République, le 3 mai, en compagnie de ses sociétaires.

C'est ensuite qu'il s'est prêté aux questions des journalistes pour avouer sa fierté de rencontrer le président de la République. Aidé d'une canne pour compenser une jambe droite un peu rebelle qu'il réveille de temps en temps en se donnant le poing dans le mollet, Edo Nganga est un homme qui garde intact le sens de la combativité. D'elle, les Bantous ont tenu soixante-ans et sans doute poursuivront leur route avec honneur.

Gankama N'Siah

LITTÉRATURE

Bienvenu Okiemy a dédié son ouvrage «L'OMC : une ingénierie juridique et commerciale à reconfigurer»

La séance s'est déroulée, le 2 mai, à la Librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville, en présence de nombreuses personnalités et spécialistes du droit, dont le président de la Cour suprême et vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, Henri Bouka.

Paru en mars dernier, «L'OMC : une ingénierie juridique et commerciale à reconfigurer» donne aux étudiants en droit et aux autres acteurs des outils de compréhension du système commercial multilatéral et les invite à mieux saisir la complexité des règles régissant cette organisation.

Présentant ce livre, le premier président de la Cour suprême a fait savoir que c'est pour la première fois que l'on parle ouvertement d'une véritable guerre commerciale entre les plus grandes puissances industrielles du monde. Ainsi, a-t-il dit, dans la première partie, intitulée «L'inspiration de l'institution», l'auteur analyse les inégalités mondiales existantes, démontre les limites de la capacité créatrice du libre-échange, puisque le système commercial multilatéral ne parvient pas à enrayer le tracé grandissant des inégalités entre les nations riches et pauvres.

Dans la deuxième partie, «Le fonctionnement de l'institution», Henri Bouka a poursuivi que Bienvenu Okiemy s'est appesanti sur les conditions d'exercer le service public international révolu à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il démontre aussi la véritable instrumentalisation de cette organisation dès lors que les Etats membres, développés ou en développement, s'attachent en premier

lieu à défendre leurs propres intérêts. Quant à la troisième partie, «L'institution de défi des nécessités de reconfiguration», le présentateur a indiqué que l'écrivain évoque les insuffisances de l'organisation et propose des solutions. Par ailleurs, il regrette le fait que le droit international économique est peu enseigné.

«Très peu d'étudiants choisissent cette matière alors qu'il s'agit aujourd'hui, avec la mondialisation des échanges, d'un sujet incontournable», a fait remarquer Henri Bouka, tout en encourageant les juristes, acteurs politiques, financiers et économiques à faire une analyse de ces divers points de vue.

Donnant les raisons qui l'ont poussé à écrire cet ouvrage, Bienvenu Okiemy a fait savoir qu'il était important pour lui de partager ses connaissances aux étudiants en droit, aux praticiens du commerce international et aux décideurs sur des questions commerciales. Pour lui, le système commercial multilatéral est toujours évoqué avec beaucoup de fantasme.

Le système commercial multilatéral, pense-t-il, est habité par une grande idée qui est celle d'assurer la sécurité et la prévisibilité des échanges pour les Etats membres. De ce fait, a-t-il expliqué, il est à éviter que les règles soient à géométrie variable car, selon lui, la règle de droit international économique ne frappe pas de la même manière des pays développés et des pays en développement. «Ce sont les pays de grandes puissances commerciales qui prennent les décisions au détriment des pays pauvres, en tenant compte de leurs capacités administratives, financières et économiques. Le système est inégalitaire [...]», a signifié l'auteur.

Et d'ajouter: «A l'OMC, il n'y a pas ce gouvernement mondial. Les pays en développement, plus précisément les pays africains, doivent être capables de parler d'une même voix parce que les problématiques de commerce qui traversent le continent sont les mêmes d'un pays à un autre, il n'y a que les pays africains qui arrivent à oublier cette réalité», a-t-il déploré.

Notons que Bienvenu Okiemy, avocat et ancien ministre congolais de la Communication et de la culture, est maître de conférences en droit public à l'université de Reims, en France. Il est auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels «De la novation politique en République du Congo», «Discours sur l'accomplissement du vœu de la nation». Le livre «L'OMC : une ingénierie juridique et commerciale à reconfigurer» a été préfacé par Jean Pierre Colin.

Et d'ajouter: «A l'OMC, il n'y a pas ce gouvernement mondial. Les pays en développement, plus précisément les pays africains, doivent être capables de parler d'une même voix parce que les problématiques de commerce qui traversent le continent sont les mêmes d'un pays à un autre, il n'y a que les pays africains qui arrivent à oublier cette réalité», a-t-il déploré.

Notons que Bienvenu Okiemy, avocat et ancien ministre congolais de la Communication et de la culture, est maître de conférences en droit public à l'université de Reims, en France. Il est auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels «De la novation politique en République du Congo», «Discours sur l'accomplissement du vœu de la nation». Le livre «L'OMC : une ingénierie juridique et commerciale à reconfigurer» a été préfacé par Jean Pierre Colin.

Et d'ajouter: «A l'OMC, il n'y a pas ce gouvernement mondial. Les pays en développement, plus précisément les pays africains, doivent être capables de parler d'une même voix parce que les problématiques de commerce qui traversent le continent sont les mêmes d'un pays à un autre, il n'y a que les pays africains qui arrivent à oublier cette réalité», a-t-il déploré.

Notons que Bienvenu Okiemy, avocat et ancien ministre congolais de la Communication et de la culture, est maître de conférences en droit public à l'université de Reims, en France. Il est auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels «De la novation politique en République du Congo», «Discours sur l'accomplissement du vœu de la nation». Le livre «L'OMC : une ingénierie juridique et commerciale à reconfigurer» a été préfacé par Jean Pierre Colin.

Bindika Rosalie



L'auteur dédicant son ouvrage

MÉDIAS

Des journalistes informés de l'évolution du métier à l'ère du numérique

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, représentant son collègue de la Communication, a indiqué, le 3 mai à Brazzaville, que l'évolution technologique vient révolutionner la presse congolaise.



Des professionnels des médias lors de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse/DR

Bruno Jean Richard Itoua a parlé des avancées technologiques du métier lors de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée sur le thème « Médias pour la démocratie : le journalisme et les élections en période de désinformation ». Le bouleversement de la presse, a-t-il dit, se montre à travers l'internet, les nouveaux médias qui introduisent des nouveaux enjeux et de nouveaux défis, obligeant les professionnels à plus de formations pour s'adapter aux nouvelles techniques et à plus d'éthique pour le respect de leur métier. Les journalistes, a insisté le ministre, sont exposés à la tentation qui peut

les amener dans la manipulation et la désinformation dans la diffusion des fake news. « Le vrai journalisme a pour base les faits qui sont la bonne information, qui sont ici la crédibilité de l'information et la responsabilité du journaliste dans le respect de la déontologie et la méthode relative à l'exercice de son métier », a-t-il déclaré.

Le monopole de l'internet et des réseaux sociaux a été soutenu également par l'enseignant chercheur à l'Université Marien-Ngouabi, le Dr Idriss Antonin Bossoto, dans sa communication sur le thème « La presse congolaise face aux réseaux sociaux

». L'orateur a expliqué que l'avantage de ces outils par excellence sur la presse traditionnelle se traduit par la rapidité, l'interaction, la participation et bien d'autres. Ils sont devenus des nouveaux supports d'information qui diffusent l'information dont le public a besoin dans un temps réel ainsi que dans plusieurs formats. « La popularité de l'internet et les réseaux sociaux est que l'information est diversifiée et spécialisée en donnant à l'individu le choix de l'information contrairement aux médias traditionnels qui imposent une information », a-t-il déclaré.

Idriss Antonin Bossoto a, en outre, déploré la peur des médias congolais à s'approprier les technologies de l'information, la méconnaissance des enjeux de transformation du numérique, le manque de formation et de subvention ainsi que la mauvaise qualité de l'offre de l'information, etc.

Plusieurs autres communications ont été données à cette occasion, notamment sur les thèmes « Le journalisme et les élections en période de désinformation » développée par le Pr Robert Ludovic Miyouna, et celle portant sur « Le journalisme d'investigation au Congo », par le journaliste Joachim Mbandza.

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Philippe Mvouo, a fait l'historique de la journée et déploré les risques auxquels sont exposés les professionnels des médias.

La célébration de cette journée, a-t-il expliqué, consiste à rendre hommage à tous ceux qui ont perdu leur vie dans l'exercice du métier. Elle est une occasion pour les professionnels de médias de réfléchir sur des notions de liberté de la presse et de liberté d'expression ainsi que de méditer sur les conditions d'exercice de ces libertés. A propos de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, Philippe Mvouo a rappelé que ces notions demeurent fragiles et ne sont pas encore définitivement acquises. Le Congo qui n'a pas encore atteint la perfection de ces libertés, a-t-il fait savoir, s'affirme dans la promotion des valeurs en encadrant le métier de la presse dans le

respect des principes universels.

Des journalistes exposés aux risques du métier

Le représentant de l'Unesco au Congo, le Dr Jean-Pierre Ilboudo, a donné le nombre des professionnels ayant connu le risque dans la profession. Au total, mille trois cent sept journalistes ont été assassinés et quatre-vingt-dix-neuf tués entre 1994 et 2018, selon le document de l'observatoire de l'Unesco, a-t-il expliqué.

La liberté de la presse, a souligné le représentant de l'Unesco, est considérée comme l'un des principes fondamentaux de tout système démocratique qui repose sur la liberté d'opinion et d'expression. « Le Congo étant parmi les pays qui adhèrent aux valeurs démocratiques est donc enclin à l'organisation périodique des scrutins. A ce titre, les médias ont un rôle vital à jouer dans la prévention des conflits et le soutien aux processus démocratiques pacifiques », a déclaré le Dr Jean-Pierre Ilboudo. Il a, par ailleurs, relevé la baisse de confiance aux informations livrées par les médias en période électorale, indiquant que les journalistes sont souvent face à des pressions qui les contraignent parfois à donner de fausses informations.

Notons que la cérémonie a été marquée par la remise aux responsables des médias des actes des assises sur la presse congolaise, tenues l'année dernière, et le code d'éthique et de déontologie professionnel.

Lydie Gisèle Oko

MUSIQUE

Doudou Copa prépare un concert en hommage au poète Lutumba Simaro Massiya

L'artiste et son groupe éponyme se produiront, le 25 mai à Kinshasa, pour saluer la mémoire du grand poète de la rumba des deux Congo, décédé le 30 mars dernier à Paris.

« Nous irons à Kinshasa, le 25 mai, pour livrer un concert en hommage à Lutumba Simaro Massiya, qui a fait danser les deux rives du fleuve Congo. Nous avons de grands artistes ici qui étaient co-fondateurs de l'OK Jazz dont Lutumba Simaro Massiya fut l'un des membres influents, une raison de plus pour honorer sa mémoire », a déclaré Willy Tati Bouandji, de la maison WT Group Event, producteur du concert.

« J'étais à Kinshasa, où j'ai discuté avec Manda Chante, l'actuel responsable de Bana Ok et la famille de Lutumba. Ils ont accepté de nous accompagner en jouant quatre ou cinq chansons, ensuite Doudou Copa montera sur scène pour donner son concert au cours duquel il interprétera des chansons du poète Lutumba Simaro Massiya. Comme invités, il y aura Giama Makanda Werrason, Félix Wazekwa et Reddy Amisi ; une manière de montrer que la musique des deux rives est la même. Ainsi, Doudou va donc représenter la République du Congo en RDC », a ajouté Wil-



ly Tati Bouandji.

Auparavant, Doudou Copa de Mi-Amor, qui ira à Kinshasa pour déposer une gerbe de fleurs sur la tombe de l'illustre disparu suivi d'une conférence de presse, va présenter, le 11 mai à Brazzaville, son nouvel opus intitulé «Loin des barreaux». Une semaine après, soit le 18 mai, l'artiste musicien et son groupe se rendront à Pointe-Noire, pour un concert de présentation dudit album à l'espace Airtel City, grâce à la maison de production WT Group Event.

Après l'hommage à Kinshasa, Willy Tati Bouandji et son WT

Group Event organiseront deux autres concerts à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Pour rappel, Doudou Copa de Mi-Amor est un ancien membre du groupe Extra musica, qu'il a intégré en 1995, avec la bénédiction de son ami d'enfance Guyguy Fall, cofondateur de ce groupe et ancien choriste de Papa Wemba. C'est après le départ de ses anciens collègues Quentin Moyascko, Regis Touba, Durell Loemba, et Guyguy Fall que Roga-Roga le mettra en exergue en lui laissant le soin d'interpréter la grande partie de la chanson «Horizon 2000», sortie courant la même année, dans l'album «Shalaï». Doudou Copa est considéré comme celui qui a apporté le style doux dans le répertoire des chansons du groupe Extra musica, un peu comme le style «tchatcho» de Koffi Olomide. En effet, Extra musica était beaucoup plus dans le style soukous et ndombolo. Quant à Willy Tati Bouandji et sa maison de production, ils travaillent avec Doudou Copa de Mi-Amor depuis quatre ans au cours desquels ils ont organisé cinq concerts pour l'artiste à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie.

Bruno Okokana

CHRONIQUE

Le Grand musée d'Égypte

L'inauguration du musée, prévue initialement en 2015, puis en 2018 va de report en report à cause de certaines difficultés prévisibles, notamment son coût qui dépasserait désormais le milliard d'euros, pour un édifice inédit qui contiendra cent mille pièces.

Aux dernières nouvelles, cette inauguration, du plus grand musée archéologique du monde se ferait en 2021. Il faut dire que les cinq mille ouvriers continuent de s'activer sur ce monstre de Gizeh, en contrebas des pyramides.

Il est vrai que nous sommes dans la démesure, mais au pays des pharaons, est-ce si surprenant ? Le projet date des années 1990, sous Hosni Moubarak, et son objectif affiché était de désengorger le musée séculaire du Caire de 1902, dont continuent de raffoler touristes et autres amateurs de beaux-arts. A la base, en 2002, un concours d'architecture qui avait suscité mille cinq cent cinquante-six candidatures, sous le patronage de l'Unesco, avait ainsi permis aux Irlandais de rafler la mise. La révolution de 2011 et le chaos qui a suivi avaient poussé à la suspension des travaux qui ont repris depuis peu, pour mener au mieux l'énorme édifice.

L'on nous promet 24 000 m² de salles d'exposition, sur un terrain de cinquante hectares qui devront contenir cent mille œuvres

Plus de cinquante mille objets dont ceux de la tombe de Toutankhamon, inconnus du grand public, seront dévoilés. Le directeur nommé, Tarek Sayed Tawk, assure que d'autres prodigieuses merveilles jusqu'ici confinées dans des réserves ont été soigneusement préservées et protégées des dangers, secousses sismiques et émeutes populaires. D'aucuns n'hésitent pas à évoquer cet endroit comme un vrai coffre-fort, car il s'agirait d'un des lieux les plus sûrs du pays.

Le colosse de Ramsès II, haut de quatorze mètres, a déjà effectué son voyage par convoi sur mesure. Il n'y aura pas qu'un seul musée. Vingt-huit boutiques le meubleront, au même titre que dix restaurants, un centre de conférence et un cinéma. Le Grand musée d'Égypte devrait faire redémarrer le tourisme égyptien, mis à mal à plusieurs reprises : guerre du golfe, divers attentats et suites de la Révolution de 2011, n'oublions pas que certains fanatiques et illuminés de tout acabit menaçaient de détruire le Sphinx et les pyramides qu'ils concevaient comme une insulte à l'islam.

L'Égypte, avec l'un des taux touristiques les plus élevés au monde, 11 % du PIB, est passée de quinze millions de touristes en 2010, à cinq millions en 2016. Ce qui explique que depuis, l'on pratique des prix bradés. Il serait heureux que ce monument architectural voit enfin le jour afin qu'un frémissement positif se fasse sentir dans ce secteur et pour le plus grand bien du pays et les amoureux des beaux arts que nous sommes tous.

Ferréol Gassackys

THÉ À LA CITRONNELLE «DOM»

Pour vos moments de bien-être

Vos instant de détente

découvrez le thé à la citronnelle DOM

-un goût authentique

-parfumé et intense

Dégustez la citronnelle comme vous l'aimez et quand vous voulez.

Thé à la citronnelle DOM, en vente chez Casino, Park-N-Shop, Dounia,

Mini-prix et Zando-Market.

Distribué par Nisjad distribution Sarl

Contact : 06 663 65 55 / 06 600 63 93



VISA-DUBAI 50 000

Pour tous vos renseignements nécessaires, veuillez-vous rapprocher de nos agences

BRAZZAVILLE

Tél.: 05 0566473 / 068360188 / 050202255 / 050090090

Email: directafricabzv35@gmail.com

POINTE NOIRE

Tél.: 05 5531787 / 06 06286167

Email: directafricapnr@gmail.com

DUBAI

Tél.: 00971 50 9916263 / 00971 58 2718358

00971 56 5946227 / 00971 55 5539340

EMAIL: directafricadxb@gmail.com

Direct Africa reste à votre disposition pour vous accompagner tout au long de votre séjour à Dubaï.

VISA
Dubaï



VOUS L'AVIEZ DEMANDÉ !
Désormais le **méga hors forfait**
est à **10F.**

PUBLICIS
AG
ONE



LE RESEAU DES SMARTPHONES

HUMEUR

Le manque criant des pharmacies dans l'arrière-pays, un vrai problème de santé publique

Ce billet d'humeur se veut une interpellation des propriétaires des officines pharmaceutiques, car le besoin en médicament se pose avec acuité dans l'hinterland. Même si l'on trouve quelques rares pharmacies dans certains chefs-lieux de sous-préfecture et communauté urbaine, celles-ci sont à peine garnies. Dans pareilles conditions, la chance n'est donnée qu'aux deux ou trois premiers acheteurs qui s'y présentent. Cependant les derniers n'auront que leurs yeux pour regarder des étagères vides.

Pourquoi diable alors, ces officines pharmaceutiques qui se dressent en grand nombre aux intervalles réduits sur les artères des villes principales du pays ne s'ouvrent pas à la campagne où l'espace est encore non occupé ?

C'est une grande erreur si les propriétaires des officines pharmaceutiques pensent que les problèmes de santé ne se posent qu'en ville et cela jouerait sur les recettes. Ces problèmes sont les mêmes partout. Encore que, parfois, certaines épidémies commencent dans les zones très éloignées des centres urbains. Une chose est certaine, la plupart de nos centres urbains sont dotés de centres de santé intégrés, mais le paradoxe est que la « chose pharmaceutique » ne suit pas cette réalité.

Il est donc temps que les opérateurs du secteur occupent aussi l'arrière-pays au lieu de rester toujours campés dans un périmètre urbain déjà trop encombré par leurs pairs. En effet, quand un cas de maladie grave survient tard dans la nuit dans un village, il faut attendre demain matin pour pouvoir parcourir à pied de très longues distances pour s'attraper un médicament dans une pharmacie de fortune, parfois de qualité douteuse. Encore que les quelques rares pharmacies publiques accolées à certains centres de santé intégrés des communautés urbaines et chefs-lieux de sous-préfecture ne répondent pas, vu la démographie dans des villages.

À côté de cette triste réalité, se greffe celle du transport des malades qui est un véritable casse-tête.

Propriétaires des officines pharmaceutiques, soyez attentifs à cette réalité ainsi peinte ! Votre existence est salutaire en campagne.

Faustin Akono

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Délabrement du premier bâtiment de l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya

Construite en 1930, la vieille bâtisse est actuellement en très mauvais état et présente un danger pour les élèves de l'établissement.

Située en plein centre-ville de Pointe-Noire, non loin de la direction départementale de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya figure parmi les premières infrastructures scolaires publiques du pays. Cette école qui a autrefois conjugué histoire et modernité de par son architecture n'est plus que l'ombre d'elle-même. Son bâtiment initial est tombé en décrépitude et ressemble actuellement à une bicoque abandonnée.

Le temps a gravement endommagé ce trésor architectural de près de 90 ans qui, jadis, a fait la fierté de la ville océane. Aujourd'hui, c'est un fragment d'histoire qui pourrait finir en poussière, si seulement cet ancien bâtiment venait à s'effondrer.

En effet, c'est depuis un certain temps que cet édifice s'est déginglé et affiche un triste spectacle, avec une moisissure envahissante, des murs fissurés et décrépis ainsi qu'un plafond amoché.

La vieille bâtisse est devenue non seulement une verrue dans le paysage de l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya



Le premier bâtiment de l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya / Adiac

mais également un danger pour les élèves qui rodent aux alentours.

Interrogé il y a quelques temps sur ce sujet, le directeur de cette école, Roland Matome-Koubikana, s'est dit inquiet pour les deux cent neuf élèves que compte son établissement. « Nous avons une grande maison en très mauvais état au centre de la cour. Ce bâtiment n'offre aucune garantie sécuritaire. On peut, d'un moment à l'autre, assister à une grande catastrophe. Nous souhaitons qu'il soit détruit parce qu'il est dans un état de délabrement avancé et risque de s'écrouler à tout moment », disait-il.

Créée par le père Losange, l'école Jean-Félix-Tchicaya, autrefois appelée Ecole de Lo-

sange, n'accueillait que les enfants des expatriés blancs qui étaient censés bénéficier de ses enseignements.

Deux ans après l'indépendance du pays et par décret présidentiel, cette école changea de nom et devint l'école Jean-Félix-Tchicaya. Et un Africain fut placé à sa tête. Depuis lors, elle reçoit tous les élèves sans distinction aucune.

Aujourd'hui, l'école a changé de configuration, elle compte actuellement six salles de classe pour une seule vague. Malheureusement, son premier bâtiment se dégrade au vu de tous et c'est une partie du patrimoine historique de la ville qui risque de tomber en ruine.

Hugues Prosper Mabonzo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



DIPLOMATIE

Un émissaire du président béninois chez Denis Sassou N'Guesso

Le chef de l'Etat a reçu, le 3 mai à Brazzaville, Aurélien Agbenonci, ministre des Affaires étrangères du Bénin, venu lui demander conseils suite au tumulte post-électoral qui règne dans son pays.

Hier cité comme l'un des exemples de démocratie en Afrique, le Bénin connaît aujourd'hui une période tumultueuse de son histoire après les élections législatives du 28 avril dernier. L'opposition et la majorité présidentielle se rejettent la responsabilité des escarmouches qui ont plongé ainsi le pays dans une sorte de confusion totale.

Devant cette cacophonie, le président béninois, Patrice Talon, a dépêché son ministre des Affaires étrangères rencontrer le président Denis Sassou N'Guesso pour lui demander conseils. « *L'histoire des nations est marquée par des étapes, c'est-à-dire des hauts et des bas. Les partis de l'opposition ont boudé les élections alors que ces mêmes partis refusent d'appliquer ce qui'ils ont voté eux-mêmes* », a déclaré Aurélien Agbenonci, à l'issue de l'audience avec le chef de l'Etat. La majorité présidentielle et l'opposition mettront sans doute un peu d'eau dans leur vin afin que ce pays parle le même langage, celui de la paix.

La Rédaction

MUSIQUE

Les Bantous de la capitale rêvent d'un bel anniversaire

« Ça va aller ! », a confié, vendredi, le président Denis Sassou N'Guesso aux musiciens venus lui parler de la célébration, le 15 août prochain, des 60 ans de leur groupe.



Les Bantous de la capitale avant leur audience avec le chef de l'Etat

Au menu d'un calendrier de festivités en cours d'élaboration, les Bantous qui continuent de répéter dans leur fief de Macedo, à Bacongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville, prévoient, à cette occasion, de se produire dans la capitale et d'effectuer une grande tournée à l'intérieur du pays. Cerise sur le gâteau, ils promettent de mettre sur le marché du disque un Best of de quarante chansons parmi les plus emblématiques de leur longue carrière. A l'évidence, ils ont frappé à la bonne porte en partageant leurs vues au

président de la République qui leur a accordé une oreille attentive. Emmenés par le doyen Edo Nganga, le seul des fondateurs des Bantous encore en vie, une dizaine d'artistes, au nombre desquels Simon Mangouani, Ricky Siméon ou encore Passi-Ngongo « Mermans » ont d'abord été reçus par le chef de l'Etat dans le grand salon, avant d'échanger avec lui dans les jardins de la résidence autour d'un apéritif. Eclats de rire et discussions à bâtons rompus ont ponctué cette réception à laquelle prenaient part le ministre de la Culture et des

arts, Dieudonné Moyongo, Claudia Lemboumba Sassou N'Guesso, conseiller spécial, et Lydie Pongault, conseiller à la Culture et aux arts. Créé le 15 août 1959, l'orchestre « Les Bantous de la capitale » a pour figures tutélaires, outre Edo Nganga, Jean-Serge Essous, Nkouka Célestin, Nino Malapet, Daniel Loubelo « De la Lune », Pandi Saturnin, les pères fondateurs si l'on veut, mais aussi bien d'autres qu'on ne pourrait toutes citer ici tant la liste est longue et l'histoire impressionnante.

Gankama N'Siah

RÉFLEXION

Afrique : le grand retour de la Russie

A l'époque de la guerre froide, c'est-à-dire du conflit larvé entre la Russie, l'Europe et les Etats-Unis, l'Afrique figurait en bonne place dans les objectifs stratégiques des autorités soviétiques. Très présente dans de nombreux pays du continent, notamment en Afrique centrale avec laquelle elle avait noué des relations de confiance fondées sur une conception commune de la gouvernance publique, l'URSS s'était imposée comme un acteur incontournable.

Les difficultés économiques générées par le communisme et les tensions sociales que celles-ci suscitaient ayant provoqué son implosion au tout début des années quatre-vingt-dix du siècle précédent, l'URSS, redevenue la Russie, avait dû se replier sur elle-même pour se reconstruire. Si elle ne s'était pas retirée du continent, celui-ci n'était plus ciblé comme

l'un des objectifs majeurs de la diplomatie alors que ses nouveaux dirigeants s'employaient à mettre de l'ordre dans la gouvernance interne du pays et à relancer son économie sur les bases du libéralisme dont les puissances occidentales avaient démontré l'efficacité.

Le pays s'étant redressé sous l'impulsion de l'homme, Vladimir Poutine, qui le dirige depuis le début des années deux mille, la Russie est redevenue une grande, très grande puissance. Occupant la plus vaste surface de la planète – 17 125 000 kilomètres carrés ! –, à cheval sur l'Europe et l'Asie, détenant des ressources naturelles considérables au premier rang desquelles figurent le pétrole et le gaz, ayant une population aussi nombreuse - cent quarante-sept millions d'êtres humains - que jeune et ambitieuse, la Russie a compris qu'elle ne conservera, ou

plutôt ne retrouvera son influence passée que si elle s'implique dans l'émergence du Tiers-Monde.

L'Asie étant en quelque sorte la chasse gardée de la Chine et l'Amérique latine celle des Etats-Unis, l'Afrique redevient aujourd'hui, tout naturellement, un enjeu stratégique pour la Russie. D'où le grand retour qui se prépare dans les bureaux du Kremlin et qui se concrétisera avec force, dans moins de six mois, lors du premier Sommet Russie-Afrique qui se tiendra à Sotchi et que prépare avec le plus grand soin le bras droit de Vladimir Poutine, son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Prévu pour le mois d'octobre, ce sommet affichera de façon claire les nouvelles ambitions de la Russie sur le continent africain. Des ambitions qui ne sont pas seule-

ment industrielles, économiques et financières, mais qui sont aussi diplomatiques, sociales, culturelles et artistiques, l'objectif visé étant de faire à nouveau de la Russie l'un des principaux partenaires de l'Afrique, face à la Chine, à l'Europe qui a pris la juste mesure de l'enjeu et aux Etats-Unis qui sont en train de le découvrir.

S'il est trop tôt pour dire ce qu'il sortira concrètement de la grand-messe qui se prépare et à laquelle des pays comme le Congo prendront certainement une part importante comme le démontrera la prochaine visite du président Denis Sassou N'Guesso à Moscou, il ne l'est pas d'attirer dès à présent l'attention de nos lecteurs sur la portée de cet événement.

Ne serait-ce que pour anticiper ses effets positifs !

Jean-Paul Pigasse